

## QUELQUES PROPOSITIONS POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,

Par Pierre Arnoux

(On ne parle ici que du premier cycle de l'enseignement supérieur, en excluant la recherche, mais on ne peut pas séparer le sentiment d'une grave crise dans les premiers cycles d'une inquiétude pour l'avenir de la France en tant que nation scientifique, voir exposé des motifs et propositions complémentaires dans le texte joint *La crise des premiers cycles : témoignage, analyses, propositions* [http://www.math.jussieu.fr/~abellaic/.](http://www.math.jussieu.fr/~abellaic/))

Je veux me concentrer sur ce que je connais, et sur lequel j'ai des idées, c'est-à-dire le lycée et surtout sur l'université, en particulier le premier cycle et la formation des enseignants. Les propositions que je fais se basent sur deux remarques :

1) Le but de l'université est de produire du savoir et de la formation ; ce qui sort de l'université, c'est d'une part des articles, des livres et des brevets pour la partie « recherche », et d'autre part des diplômés ayant acquis des savoirs et des savoir-faire pour la partie « formation ». Mais le seul moteur de la formation, c'est le travail de l'étudiant ; tout le reste ne sert qu'à utiliser l'énergie de l'étudiant le plus efficacement possible. C'est un truisme, que toute personne qui tente d'apprendre quelque chose sait intuitivement : le savoir est là, dans le livre que l'on tient à la main, ou dans l'exposé que l'on écoute, mais si l'on ne fait pas l'effort de le comprendre, il restera inerte, et il n'y aura pas de formation. On peut le reformuler de diverses façons :

- à la Meirieu : l'étudiant est le principal acteur de la construction de son savoir ;
- à la candidat à la présidence de la république : il faut revaloriser la valeur-travail ;
- à la La Fontaine : Travaillez, prenez de la peine, c'est le fonds qui manque le moins ;
- à la « sagesse populaire » : on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif ;
- ....

Autrement dit, si on ne met pas l'étudiant en situation de travailler pour construire son savoir et ses compétences, le système tourne dans le vide ; c'est ce qui se produit actuellement, faute de motivation. Il faut bien remarquer qu'il ne s'agit pas d'un trait de la génération actuelle, mais du premier cycle d'études générales ; c'est par exemple complètement différent en PCEM ou en classes préparatoires, ce qui montre l'influence de l'organisation et des débouchés sur le travail des étudiants. On peut donc espérer changer le comportement actuel, si l'on prend des mesures adaptées.

2) Les fonds dont on dispose pour l'université sont limités, et il faut donc les utiliser de la façon la plus rentable possible. Or il y a des mesures qui ont seulement un objectif social, comme les bourses par exemple, et d'autres qui ont de façon inséparable un objectif social et un objectif d'efficacité pour le fonctionnement du système, et celles-là doivent être privilégiées dans l'état actuel des choses. Donc je pense que la priorité est *le redressement des premiers cycles*, pour toutes les raisons qu'expose Bellaïche dans son texte, et également la formation des enseignants (je crois qu'une diversification de l'origine sociale des enseignants participe à un meilleur fonctionnement du système scolaire : des instits et des profs qui ne viennent pas du tout du même milieu scolaire que leurs élèves ont une moindre efficacité en

milieu difficile). De plus, dans le fonctionnement actuel du système, les mesures purement sociales ont un effet pervers. Leur but en effet n'est pas de permettre aux étudiants d'origine modeste de passer 3 ans à l'université, mais de leur permettre d'obtenir un diplôme ; or pour l'instant cet objectif n'est pas réalisé dans un fort pourcentage des cas.

Nous pouvons proposer des mesures qui vont au-delà du clivage pédagogues-républicains (qui est une vraie machine à perdre), mesures sur lesquelles tout le monde s'accorde.

• **La programmation des recrutements**, qui est un préalable indispensable pour la suite, sur laquelle tout le monde est d'accord sauf les finances, et qui ne coûte rien d'autre que la volonté politique.

Quelques arguments là-dessus :

0) Le nombre de postes, à structure scolaire constante, est prévisible plusieurs années à l'avance, de manière bien plus précise que la plupart des données économiques : On connaît très bien le nombre d'élèves dans chaque classe d'âge, et très bien aussi le nombre de professeurs dans chaque classe d'âge, donc on peut prévoir très bien le nombre de professeurs qui vont partir à la retraite et le nombre de professeurs nécessaires.

1) J'ai posé dans un colloque la question à un ex-responsable de la DEP de savoir s'il pensait, vu son expérience, qu'on ne devrait pas faire une programmation des recrutements ; il m'a répondu texto : « Votre question est malhonnête; vous savez bien que, si on la pose, on ne peut répondre que oui » !

2) Là-dessus au moins, le PS peut se vanter d'avoir fait quelque chose : Jack Lang avait fait un programme de recrutement, qui a été immédiatement mis au rencart par la droite à son arrivée au pouvoir, ce qui a conduit à une forte diminution du nombre de profs et à de fortes tensions, en particulier sur les remplacements, chose à laquelle les parents d'élèves sont très sensibles.

3) En plus, c'est un bon angle d'attaque : Sarkozy a promis de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite; comme l'a fait observer récemment Jacques Chérèque en page intérieure du *Monde*, c'est tout simplement impossible: cela conduit en 5 ans à plusieurs dizaines de milliers d'enseignants en moins, et à terme à 300 000 enseignants de moins, et à une crise très grave. Je ne comprends pas pourquoi le PS ne pilonne pas cette position particulièrement irresponsable.

• **Les IPES** (Recréation des anciens IPES, Instituts de préparation à l'enseignement secondaire. Pré-recrutement sur concours à bac + 1, salaire en contrepartie d'un engagement de 10 ans pour l'E.N. Les « élèves-professeurs » doivent passer le CAPES, qui reste évidemment ouvert à toutes les candidatures. Je propose que les étudiants pré-recrutés participent, de façon limitée (une demi-journée par semaine ou un mois par an) à l'encadrement scolaire.)

Arguments:

1) Remonter les premiers cycles, et redonner une visibilité à la formation des enseignants.

2) Effet social certain, si l'on ajoute un engagement décennal et une demande de participation, sous une forme à étudier, au service public d'éducation.

3) Donner une évaluation nationale des formations en premier cycle, via le concours d'entrée.

4) Revalorisation du travail en université, point de vue qui ne devrait pas déplaire à Ségolène Royal, et qui devrait ravir bien des traditionalistes (style « élitisme républicain », dans les actes, et pas seulement dans les mots). [Mais ça me plaît aussi ! André.]

5) Discrimination positive à la française, et concentration des efforts sur ceux qui ont fait

quelque chose pour les mériter.

6) Préparation au métier d'enseignant (passer une après-midi par semaine dans un collège pendant 3 ans te permet de savoir si tu as envie de faire ce métier, et si tu en es capable)

- Dans le même style : **bourses au mérite**, avec des contreparties (on peut penser par exemple à l'encadrement de séjours d'été, c'est une idée qui m'a été suggérée par Dacunha-Castelle) ; à voir les réactions que j'ai reçu de quelques personnes, horrifiées à l'idée que l'on puisse demander à un étudiant de sacrifier un mois de vacances, les contreparties assureraient à elle seules un biais social très net. [J'ai proposé d'utiliser les petites vacances, ou même une partie des grandes, pour faire des cours de rattrapage pour les élèves les plus en difficulté. Ça peut être nettement plus efficace que des leçons particulières, privées ou publiques, hebdomadaires. Même style de réaction : « Ce n'est pas parce qu'ils sont en difficulté qu'ils n'ont pas DROIT à des vacances. » A.]

- Il devrait être possible de mettre en route des **formations en alternance** à l'université; je pense qu'à l'heure actuelle, il y a des entreprises prêtes à jouer le jeu, et ce serait bien mieux que les stages non rémunérés. Cela existe en IUT, il faudrait voir ce qu'on peut faire à la fac. Une telle formation avec alternance en entreprise donne déjà 2 ans d'expérience professionnelle. C'est une proposition que l'on pourrait faire, qui ne coûte rien, et qui surprendrait tout le monde; je pense que le temps est passé où nos collègues se seraient mis à hurler à la mort en parlant de collusion avec le grand capital (mais je me fais peut-être des idées?)

[OK. Mais cela concerne mécanique, informatique, électronique, peut-être chimie. Pas mathématiques et physique, qui sont les disciplines où on forme des profs. Pour biologie et géologie, je ne sais pas. Donc on peut dire : IPES d'un côté, formations en alternance de l'autre. Ces deux possibilités s'adressent à une fraction de 10 à 30% d'étudiants volontaires (et sélectionnés). A.] [Pas forcément ; si on mettait les choses en route, on pourrait avoir des surprises, par exemple en maths, en particulier du côté statistiques. De toute façon, l'essentiel est de démarrer, même de façon modeste. P.A.]

- Enfin, évidemment, la **refonte du LMD**, avec une vraie politique ; après discussion avec un enseignant d'Orléans, ils ont 46% de reçus en première année (sur les inscrits), contre 25% à 30% dans bien des endroits; mais ils ont en première année des unités de maths à 12 ECTS, cours intégrés, 8 heures par semaine par groupe de 20 avec un seul prof pendant 15 semaines... Alors évidemment, dans ces conditions, on monte au-dessus de 18% de reçus, même si ce n'est encore pas très brillant ; c'est exactement ce que l'université a interdit de faire à Marseille (maximum de 6 ECTS et 60 heures de cours – 24 heures amphi et 36 heures TD), soi-disant parce que c'était les directives du ministère. Il faudrait également dire enfin ce qu'on veut faire avec les concours, et sortir des ambiguïtés actuelles. C'est probablement trop spécialisé pour entrer dans la campagne électorale ; si les mesures précédentes sont mises en œuvre, on pourra se charger nous-mêmes [c.à.d. les universitaires] de ce genre de choses).

Pierre Arnoux <arnoux@iml.univ-mrs.fr>

14 mars 2007

Mise en forme par André Bellaïche <abellaic@math.jussieu.fr>